

Dans le cadre du prochain congrès de la Société Française d'Accompagnement et de soins Palliatifs (SFAP) qui se tiendra à Montpellier en juin 2014, nous souhaiterions réaliser un état des lieux des connaissances d'une promotion d'étudiants en médecine sur la loi dite « Léonetti », un jour donné.

LOI RELATIVE AUX DROITS DES MALADES ET A LA FIN DE VIE du 22 avril 2005 33 QUESTIONS SUR LA LOI DITE « LEONETTI »

Sexe : M F

Age :

1. Existe-t-il un cadre juridique de la fin de vie en France ? oui non
2. Avez-vous déjà entendu parler de la *loi relative aux droits des malades et à la fin de vie* ? oui non
 - Si Oui comment ? (*Plusieurs réponses possibles. Entourez la ou les réponses souhaitées.*)
 - Enseignement universitaire
 - Médias (TV, presse généraliste)
 - Presse médicale, scientifique
 - Autre précisez
3. Quelles grandes notions cette loi développe-t-elle ?.....
.....
.....
4. Comment définiriez-vous le « *laisser mourir* », expression employée par le législateur français?
.....
.....
5. Le « *laisser mourir* » est-il permis par la loi française ? oui non
6. Selon vous, la loi française vous permet-elle de faire une injection létale à un patient qui vous le demande à plusieurs reprises et qui est bien au clair avec sa décision ? oui non
7. Selon vous, la loi française autorise-t-elle le suicide assisté ? oui non
8. Comment qualifieriez-vous la notion d'obstination déraisonnable (*acharnement thérapeutique*) ?
.....
.....
.....
9. Selon vous, qui décide que l'on est dans le cadre d'une obstination déraisonnable ?
 - Le médecin ? oui non
 - Le patient ? oui non
10. Un médecin peut-il décider seul de limiter les traitements d'un patient inconscient s'il considère que c'est de l'obstination déraisonnable? oui non
Pourquoi ?
11. Savez-vous dans quelle situation le législateur prévoit que le médecin doit solliciter l'avis d'un confrère ?
.....
.....
12. Le médecin appelé en qualité de consultant peut-il appartenir à l'équipe soignante ? oui non
13. Une prise de décision collégiale diminue-t-elle la responsabilité du médecin qui prend en charge le patient ? oui non
14. Est-il possible d'administrer des substances anti douleur à un patient qui peuvent avoir pour effet secondaire d'hâter/ de provoquer sa mort ? oui non
Pourquoi?

Dans le cadre du prochain congrès de la Société Française d'Accompagnement et de soins Palliatifs (SFAP) qui se tiendra à Montpellier en juin 2014, nous souhaiterions réaliser un état des lieux des connaissances d'une promotion d'étudiants en médecine sur la loi dite « Léonetti », un jour donné.

15. Un patient peut-il refuser un traitement vital ? oui non
16. Un patient peut-il demander l'arrêt d'une alimentation artificielle ? oui non
17. Si un patient refuse un traitement, cela signifie-t-il l'arrêt de tous les soins ? oui non
18. Des soins palliatifs doivent-ils être dispensés lorsqu'un patient refuse un traitement ? oui non
19. Selon vous quel est le rôle de la personne de confiance ?
20. Opérez-vous une distinction entre la personne de confiance et la famille du patient ? Pourquoi ?
21. Selon vous qu'est-ce qu'une personne de confiance peut apporter à l'équipe médicale :
 - a. quand le patient enfin de vie est en état d'exprimer sa volonté ?.....
 - b. quand le patient en fin de vie est hors d'état d'exprimer sa volonté ?
22. Est-il obligatoire pour un patient de désigner une personne de confiance ? oui non
23. Un patient peut-il désigner plusieurs personnes de confiance à la fois ? oui non
24. La désignation de la personne de confiance doit-elle être faite par écrit ? oui non
25. La personne de confiance décide-t-elle à la place du patient ? oui non
26. L'avis de la personne de confiance doit-il être suivi par le médecin ? oui non
27. Comment définiriez-vous les directives anticipées ? A quoi servent-elles?
28. Les directives anticipées vous paraissent-elles utiles pour l'équipe qui prend en charge un patient en fin de vie ? Pourquoi?.....
29. Avez-vous déjà pris en charge des patients ayant rédigé des directives anticipées ? oui non
Si oui combien ? 1 à 5 5 à 10 plus
30. Les directives anticipées s'imposent-elles au médecin? oui non
31. Ont-elles une durée limite de validité ? oui non
32. Quelle définition donnez-vous aux soins palliatifs ?
33. Quels sont les principes éthiques qui peuvent être mis en jeu lors d'une décision de prise en charge de fin de vie ?